



27 MAI, TOUS ENSEMBLE, EN GREVE ET DANS LES MANIFESTATIONS

« Haro sur les dépenses publiques ! »

C'est le choix des Etats européens pour donner des gages aux banques, que ces mêmes Etats ont pourtant sauvés il y a quelques mois. Fillon annonce l'application de ces orientations dans les 3 années à venir approfondissant les politiques déjà menées depuis 2007. Le financement des solidarités, les services publics, l'emploi public, les salaires et les retraites sont en ligne de mire.

EMPLOI

La RGPP, c'est la réorganisation des services, leur démantèlement ou leur privatisation. A l'Education Nationale, ce sont des réformes régressives, comme dans tous les ministères.

La RGPP, c'est un vaste plan social. Depuis 2007, 100 000 départs en retraite n'ont pas été remplacés.

Le Gouvernement entend poursuivre et supprimer encore au moins 60 000 emplois.

Ce sont 160 000 emplois dont sont privés les précaires de la Fonction Publique et les jeunes attirés par ces métiers. C'est une dégradation des conditions de travail de tous. C'est la présence et la qualité du service public qui sont remises en cause.

SALAIRES

Depuis 2000, les traitements de la Fonction Publique ont perdu 9 % de leur pouvoir d'achat.

La perspective est le gel des salaires... pendant 3 ans !

Inacceptable !

Les mesures salariales sont si faibles qu'il faut régulièrement des mesures spécifiques pour maintenir le minimum FP au niveau du SMIC. Les qualifications des agents de la fonction publique ne sont pas reconnues.

RETRAITES

Le gouvernement prétend refuser la baisse des pensions. Il ment.

Il refuse tout bilan des réformes de 1993 et 2003. L'OCDE chiffre à 21 % la baisse des pensions à l'horizon 2020.

Contraint d'annoncer des contributions supplémentaires sans en préciser l'ampleur, la piste qu'il privilégie est l'allongement de la durée de cotisation et / ou le report des bornes d'âge. C'est inacceptable d'autant plus que :

- 6 salariés sur 10 sont hors emploi au moment de liquider leur pension,
- l'âge du premier emploi stable est actuellement de 27 ans,
- les femmes sont pénalisées parce qu'elles ont plus souvent des carrières précaires.

Pour imposer ses choix, il cherche à opposer les salariés du public et du privé et à diviser les organisations syndicales.

D'autres solutions existent.

Pour la FSU, il faut augmenter les financements consacrés à la retraite. Il faut renforcer le Code des pensions et revenir à un départ à 60 ans, avec 75 % des six derniers mois, après 37,5 années de cotisation.

C'est un autre partage des richesses qu'il faut imposer.

Par les mobilisations, pour nos revendications, imposons d'autres choix pour l'emploi, le statut, les salaires et les retraites.